

Du côté des statistiques de la formation

SIMONE FORSTER
COLLABORATRICE SCIENTIFIQUE IRDP

La Suisse investit-elle assez en éducation? Y a-t-il corrélation entre dépenses et qualité et entre qualité et croissance de l'économie?

Interview de
Heinz Gilomen,
vice-directeur de
l'Office fédéral de
la statistique



Heinz Gilomen

En dépit de la complexité de notre système éducatif, peut-on évaluer les dépenses éducatives annuelles en Suisse? A quel pourcentage du PIB correspondent-elles?

Notre système politique à trois niveaux rend la tâche difficile. De plus, il existe 26 systèmes éducatifs différents. Il a fallu harmoniser les pratiques cantonales afin que les données deviennent comparables. Ce travail a commencé il y a près de 10 ans. La Confédération, les cantons et les communes ont dépensé 25 milliards de francs pour l'éducation et la formation ce qui représente 5,8 % du PIB, lequel s'élève à 431 milliards (2002). Ces chiffres ne tiennent pas compte des dépenses privées d'éducation.

Quelle a été l'évolution au cours de cette dernière décennie?

Les années 1990 furent celles de la stagnation. Dès 1993, les dépenses publiques en éducation n'ont plus augmenté et sont restées stables jusqu'en 1998. Cette situation découlait de la crise économique du début des années 1990. Depuis 1999, on observe une croissance continue des dépenses d'éducation. En 2002, l'accroissement, en termes réels, a été de 6,4 % par rapport à l'année précédente.

L'enseignement représente-t-il le poste le plus important du budget des dépenses publiques?

On peut dire que dépenses sociales et dépenses en éducation sont à peu près équivalentes: 18,9 % des dépenses publiques de la Confédération pour les premières, 18,6 % pour les secondes. L'éducation, avec la protection sociale, est un poste très important du budget des collectivités publiques. Si on inclut la recherche et le développement dans les dépenses en éducation, on parle d'investissement. Ce glissement du langage révèle tout une symbolique. En fait, l'éducation est un investissement. Un investissement en capital humain.

Comment ces dépenses sont-elles ventilées entre les divers degrés d'enseignement?

La moitié des dépenses est affectée à l'école obligatoire (53 %); un quart pour le secondaire II soit la formation générale (8 %) et la formation professionnelle (14 %) et un quart pour le degré tertiaire.

Les dépenses annuelles sont de 6000 francs en moyenne pour un enfant du préscolaire, 11000 francs pour un élève de l'école primaire, 15000 francs pour un élève du degré secondaire I et 20000 francs pour un étudiant d'une école de maturité. Les dépenses de fonctionnement sont estimées à 115000 francs par élève pour toute la scolarité obligatoire.

Si l'on se préoccupe des investissements des cantons, quels sont ceux qui se situent au-dessus de la moyenne suisse et ceux qui sont au-dessous?

En Suisse, ce sont les cantons et les communes qui financent l'éducation. La participation de la Confédération ne s'élève qu'à 13 %. L'interprétation des écarts qui existent entre les cantons est délicate car les situations sont contrastées. Il faudrait tenir compte de ces différences avant de procéder à des comparaisons. En effet, les dépenses sont importantes dans les villes où il faut organiser des structures d'accueil et d'intégration des enfants allophones. Les dépenses de fonctionnement par élève du degré primaire vont de 8200 francs au Tessin à 14600 francs à Zurich. Pour le secondaire I, de 11700 francs en Argovie à 21700 francs à Genève. Ce dernier est le canton qui investit le plus en éducation: 4000 francs par habitant par an; Schwyz et Nidwald investissent le moins: 2004 francs. Les cantons qui dépensent plus que la moyenne suisse pour la formation sont ceux de Genève, Bâle Ville, Zurich et Zoug. Ceux qui dépensent le moins sont ceux d'Obwald, de Thurgovie, de Fribourg et du Valais. Dans l'ensemble, la Suisse romande investit plus que la Suisse alémanique.

Peut-on dégager une certaine corrélation entre les dépenses cantonales et la qualité (pourcentage d'élèves qui font des études supérieures ou résultats de l'étude de PISA, par exemple)?

Non pas directement. Rien ne nous permet d'affirmer que si l'on investit plus, on obtient de meilleurs résultats. Ce qui ne signifie toutefois pas qu'on puisse couper dans les dépenses et garder la même qualité. La clé d'une bonne école ce sont ses enseignants et enseignantes. Il faut qu'il y ait une offre de formation continue, des soutiens dans des situations difficiles, etc. Finalement la qualité coûte. Les charges salariales représentent 83 % des dépenses de fonctionnement au degré primaire, et 86 % au degré secondaire I.

S'agissant de PISA, il n'existe pas de corrélation évidente entre les dépenses et les résultats. Les pays qui obtiennent les meilleurs résultats ne sont pas ceux qui investissent le plus. Il peut même y avoir des corrélations négatives dans certaines écoles des zones sensibles. On y investit beaucoup et les résultats y sont maigres. Ce qui ne signifie pas qu'il faille renoncer à cet effort financier. Les effets vont se déployer à plus long terme. La question de la qualité est fort complexe et ne dépend pas des seules dépenses.

Sommes-nous un pays qui investit beaucoup en éducation ?

Où nous situons-nous par rapport aux autres pays de l'OCDE ?

La Suisse est un des pays qui investit le plus dans l'éducation. Mais encore une fois, comme pour les cantons, les comparaisons sont difficiles car les cultures éducatives varient énormément entre les pays. Les contextes sont très différents. Ce sont essentiellement les salaires qui sont décisifs car ils sont élevés en Suisse. Ce qui est normal car le niveau général des salaires est élevé.

Une amélioration se traduit-elle par un regain de croissance économique et une plus grande compétitivité sur les marchés ?

C'est une question difficile car nous n'avons pas de preuves statistiques. Il semble toutefois qu'à long terme la croissance économique dépende, entre autres, de facteurs humains, de la qualité de l'éducation et de la formation. A court terme la corrélation est faible. La formation s'inscrit dans la durée et les investissements portent leurs fruits à long terme. L'EPFL, par exemple, est une institution qui se classe parmi les écoles les plus performantes des pays de l'OCDE. Cette situation ne dérive pas des seuls investissements mais de la qualité de la recherche, de l'enseignement etc. qui attire les meilleurs étudiants et étudiantes. Les universités doivent se profiler dans une compétition mondiale acharnée. D'une certaine manière, cette concurrence est motivante car elle exige de la créativité et une capacité de mettre des priorités.

Que pensez-vous des tendances actuelles à la « marchandisation de l'éducation » soit à considérer l'éducation comme un marché plutôt qu'un service public ?

L'éducation est une affaire publique car elle est importante pour la société et pour l'économie. On ne peut pas faire de l'éducation un simple marché. Les écoles privées jouent un rôle important. Il faut toutefois définir les conditions cadres dans lesquelles elles agissent, comme les exigences de certification par exemple. On peut aussi imaginer certaines formes de collaboration entre les écoles publiques et privées. Les pays du Nord subventionnent au même titre écoles publiques et privées et les parents ont le libre choix. Il faut toutefois veiller à ce que le secteur privé ne se concentre pas sur les activités rentables et à ce qu'il n'engendre pas une fracture sociale.